

**Demande de dérogation à l'inscription
au registre des transporteurs et des loueurs
et demande d'autorisation de transport**

Arrêté du 21 décembre 2000 fixant les modalités selon lesquelles sont accordées les dérogations prévues à l'article R. 3211-2 du code des transports

Cadre réservé à l'administration

Numéro d'enregistrement

1. Identification du demandeur

Je soussigné(e) :

Prénoms

Nom de famille

en tant que responsable légal ou personne mandatée de l'entreprise :

Numéro d'identification
(SIREN de 9 chiffres)

Raison sociale

Coordonnées de contact

Téléphone

Adresse électronique
(mail)

Demande à la DREAL (direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement), la DRIEAT d'Île-de-France (direction régionale et interdépartementale de l'équipement, de l'aménagement et des transports) ou la DEAL (direction de l'environnement de l'aménagement et du logement) des régions d'outre-mer, dans laquelle l'entreprise a son siège à bénéficier de la dérogation à l'inscription au registre des transporteurs et des loueurs et à en faire bénéficier les entreprises suivantes avec laquelle ou lesquelles elle est liée en vue de l'exécution d'un travail commun ou de la mise en commun d'une partie de son activité :

**A - Nom de l'entreprise
(Raison sociale) :**

Numéro d'identification
(SIREN de 9 chiffres)

Coordonnées de contact

Téléphone

Adresse électronique
(mail)

**B - Nom de l'entreprise
(Raison sociale) :**

Numéro d'identification
(SIREN de 9 chiffres)

Coordonnées de contact

Téléphone

Adresse électronique
(mail)

**C - Nom de l'entreprise
(Raison sociale) :**

Numéro d'identification
(SIREN de 9 chiffres)

Coordonnées de contact

Téléphone

Adresse électronique
(mail)

**D - Nom de l'entreprise
(Raison sociale) :**

Numéro d'identification
(SIREN de 9 chiffres)

Coordonnées de contact

Téléphone

Adresse électronique
(mail)

2. Véhicules concernés par la dérogation

Préciser le nombre de véhicules utilisés dans le cadre de la dérogation :

Lorsque l'activité envisagée entre dans le cadre de la dérogation, le préfet de région délivre à l'entreprise une autorisation de transport numérotée, mentionnant la liste des entreprises bénéficiant de la dérogation, et autant de copies conformes que de véhicules assurant les transports concernés. Chaque véhicule concerné détient sa propre copie conforme qui doit être présentée lors d'un contrôle sur route.

3. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements fournis.

Joindre à la demande :

- le contrat liant les entreprises entre elles et détaillant l'activité envisagée dans le cadre de la dérogation, ainsi que la nature des marchandises transportées

Fait à :

Le

Nom

Prénom

Qualité du demandeur

(cocher la case
correspondante et
préciser si nécessaire)

☐ Responsable légal

☐ Personne mandatée (joindre le mandat)

☐ Autre (à préciser et joindre tout document justifiant la délégation de pouvoir) :

Cachet de l'entreprise

Avertissement : l'article 441-6 du Code pénal punit de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende le fait de se faire délivrer indûment par une administration publique, par quelque moyen frauduleux que se soit, un document destiné à constater un droit, une identité ou une qualité ou à accorder une autorisation.

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès de la DREAL, la DRIEAT ou la DEAL où l'entreprise a son siège.